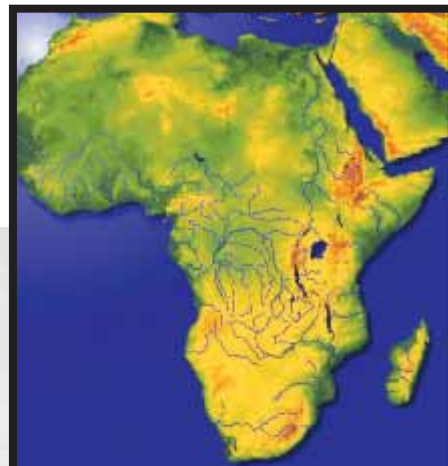


De l'eau pour les villes

Anna Kajumulo Tibaijuka



En Afrique, des projets montrent la voie à suivre

Les villes croissent plus vite dans les pays en développement, où les besoins en eau et en assainissement sont les plus grands. Dans un récent discours, Anna Kajumulo Tibaijuka (HABITAT) a souligné qu'un soutien accru aiderait à résoudre les problèmes critiques.



L'Afrique a abordé le nouveau millénaire remplie d'espoir et de confiance. En élargissant et approfondissant les réformes politiques, en libéralisant l'économie et en renforçant la société civile, un nombre croissant de pays africains tentent d'installer la reprise économique et le développement durable.

L'Afrique, cependant, est un continent de paradoxes. Siècle du fleuve le plus long du monde – le Nil – et du deuxième lac d'eau douce – le lac Victoria, elle dispose d'abondantes ressources en eau fournies par de vastes fleuves, de vastes zones humides et d'eaux souterraines limitées, mais très étendues.

Pourtant, seuls quelques pays bénéficient de cette abondance. Quatorze pays africains représentent 80% de l'eau totale disponible sur le continent, tandis que douze autres réunis ne représentent que 1% de l'offre d'eau. On estime à

quelque 400 millions, aujourd'hui, le nombre de personnes qui manquent d'eau. À titre d'exemple, mon pays natal, la Tanzanie, concentre plus de 40% des ressources en eau d'Afrique grâce au lac Victoria, au lac Tanganyika et à d'autres masses d'eau.

En Afrique, l'eau est non seulement mal répartie par la nature, mais aussi, en raison du retard technologique et du sous-développement, mal répartie par l'homme. À l'aube du nouveau millénaire, plus de 300 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à de l'eau salubre.

Le problème, cependant, n'est nulle part aussi complexe et ardu que dans les villes africaines, qui croissent rapidement. Avec une croissance moyenne de 5% par an, l'Afrique est la région qui connaît l'urbanisation la plus rapide au monde. Entre 1990 et 2020, soit plusieurs de nos vies, la population urbaine de l'Afrique quadruplera, passant de 138 à 500 millions.

L'impact écologique des villes africaines dépasse de loin leurs limites géographiques. On assiste de plus en plus à d'importants transferts entre bassins. Johannesburg est contrainte de tirer son eau de sources distantes de plus de 600 kilomètres, des hauts plateaux d'un pays voisin, le Lesotho. Dans les régions de stress hydrique où l'offre d'eau par habitant diminue, une intense concurrence oppose villes et pays autour de ressources hydriques partagées.

Cette pénurie d'eau dans les villes est en train de devenir une source de conflits sociaux et politiques. Aujourd'hui, plus de la moitié des citoyens d'Afrique n'ont pas accès aux réseaux municipaux et les pauvres sont contraints de payer à des vendeurs de rue, pour un litre d'eau, cinq à vingt fois ce que leurs voisins aisés paient pour leur approvisionnement municipal.

Incroyable mais vrai: un habitant de Kibera, plus grand bidonville de Nairobi et d'Afrique, qui gagne moins de un dollar par jour, paie près de cinq fois le prix payé par un citoyen américain moyen pour un litre d'eau. Cela vaut aussi à Dar es Salaam (Tanzanie) et dans d'autres pays moins avancés.

Ceux qui sont raccordés aux réseaux municipaux ne sont pas nécessairement mieux lotis; l'été, les robinets peuvent se tarir plusieurs jours. Traditionnellement, en Afrique, ce sont les filles qui rapportent l'eau à la maison, manquant l'occasion de fréquenter l'école. En améliorant l'accès à l'eau, on pourrait réduire leur charge de travail et changer leur avenir.

Effets secondaires des problèmes d'eau

On ne peut parler d'eau et de villes sans parler d'assainissement. En fait, l'accent placé sur l'eau par la communauté internationale a souvent masqué le problème croissant de la médiocrité de l'assainissement, aspect le plus déshumanisant du combat quotidien que mènent les citoyens pauvres pour leur survie. Ceux-ci paient cher en maladie et en misère le manque d'eau et d'assainissement. L'épidémie de choléra qui a sévi en Afrique de l'Est ces dernières années a eu un effet dévastateur sur la vie et l'économie des pays.

Les pays touchés ont perdu des exportations, l'industrie de la pêche a vacillé et celle du tourisme s'est effondrée. Tout cela aurait pu être évité par des investissements modestes dans l'eau et l'assainissement.

Paradoxalement, tandis que les citoyens pauvres luttent pour l'eau, plus de la moitié de l'eau produite à grands frais pour desservir nos villes nouvelles est perdue avant même de parvenir au consommateur. À titre d'exemple, le volume d'eau qui «disparaît» à Nairobi du fait de fuites et de raccordements illégaux pourrait satisfaire les besoins de Mombassa, deuxième ville du Kenya. Peu est fait, par ailleurs, pour décourager le gaspillage.

L'industrie consomme de plus en plus d'eau, mais pratique peu le recyclage ou la réutilisation. Les Brasseries du Kenya, par exemple, consomment à elles seules près de 6% de l'eau potable de Nairobi. Une grande partie de cette eau, utilisée pour laver les cuves, pourrait facilement être recyclée.

Crise de la gestion des affaires publiques

La crise de l'eau, dans les villes d'Afrique, est en réalité une crise de la gestion des affaires publiques, d'absence de volonté politique et de mauvaise gestion plutôt qu'une crise de pénurie, du moins dans l'immédiat. Nous devons radicalement changer cette gestion urbaine si nous voulons changer notre vie.

Ce qui nous a empêché de rompre clairement avec le passé a été notre incapacité à percevoir la valeur économique, sociale et écologique de l'eau dans tous ses usages concurrents. Aujourd'hui, les pauvres subventionnent les riches, ce qui est absurde et inacceptable. Nous devons instaurer une politique de prix réaliste qui permette sa conservation, décourage le gaspillage et satisfasse les besoins fondamentaux des pauvres à un prix abordable. Le tarif minimal, en Afrique du Sud, illustre clairement comment un tarif progressif peut servir d'instrument d'équité sociale.

Deuxièmement, il est urgent de gérer la demande d'eau urbaine de façon viable avant qu'elle n'échappe à tout contrôle. Malheureusement, les gouvernements et la communauté internationale accordent aux stratégies de gestion de la demande bien moins d'attention qu'elles n'en méritent. Pourtant, on dispose aujourd'hui de nombreuses solutions techniques abordables. Des campagnes d'information et d'éducation pourraient contribuer à favoriser une utilisation responsable et raisonnable de l'eau. Une gestion de la demande pourrait «gagner un temps précieux» en reportant à des moments plus appropriés de coûteux investissements.

Troisièmement, nous devons combattre en priorité la pollution croissante des sources d'eau par les déchets urbains. Certains fleuves qui arrosent de grandes villes sont des égouts à ciel ouvert. Les villes devraient se doter de systèmes de surveillance, d'évaluation et de prévision capables de détecter les risques qui pèsent sur les ressources hydriques.

Un programme régional pour le changement

Je voudrais maintenant parler d'action, car vous vous demandez certainement ce qui se fait.

J'ai le plaisir de vous informer d'une importante initiative régionale qui aide les pays d'Afrique à instaurer un nouveau modèle de gestion de l'eau dans les villes africaines.

Le «Programme de gestion de l'eau pour les villes africaines» démontre, dans sept pays d'Afrique (Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Sénégal, Afrique du Sud et Zambie), comment mettre en place une stratégie intégrée de gestion de l'eau capable d'amener trois secteurs clés – urbanisme, environnement et eau – à collaborer. Ce programme a récemment été rejoint par la Tanzanie.

En relativement peu de temps, il a introduit une nouvelle approche de la gestion de l'eau axée sur la demande. En réduisant le gaspillage et les abus, plusieurs villes ont clairement démontré que l'on pouvait étendre, notamment en faveur des pauvres, la couverture des services grâce à de modestes investissements.

Des stratégies de gestion des captages, introduites par le programme dans les villes participantes, démontrent l'application pratique d'une gestion intégrée des ressources en eau au niveau local. Le programme offre l'occasion unique de réunir divers acteurs des secteurs de l'urbanisme, de la gestion de l'eau, de l'environnement et du monde associatif dans la planification, le suivi et la mise en œuvre d'une gestion écologique locale des ressources en eau. Certaines de ces associations sont, en peu de temps, devenues des interlocuteurs efficaces négociant avec les autorités locales des questions telles que la gestion de l'environnement, la protection des moyens d'existence, la promotion des investissements, etc.

Les activités régionales du programme – partage d'informations et de données d'expérience sur les bonnes pratiques, dialogue politique et recherche – prolongent sa portée vers d'autres villes du continent. Récemment, il a été lancé un important programme d'éducation sur l'eau dans les villes africaines et un programme intégré de renforcement des capacités.

L'an dernier, nous avons demandé à Mme Margaret Catley-Carlson, présidente du Programme mondial de l'eau, d'évaluer l'impact du programme et de donner des orientations sur la voie à suivre. Son rapport, j'en suis ravie, est non seulement positif sur ce qui a été réalisé avec très peu de moyens, mais aussi donne des indications constructives sur la façon dont l'efficacité et l'impact du programme pourraient encore être améliorés. Cette évaluation nous fournit aussi une stratégie d'avenir pour la phase suivante – d'approfondissement – du programme.

Je me félicite du soutien rapide et crucial accordé, sous la direction avisée du sénateur Tim Wirth, par la United Nations Foundation sous la forme d'un don de 2,5 millions de dollars qui nous a aidé à lancer ce programme. Ce don nous a aidé

à obtenir un soutien additionnel trois fois plus important de donateurs bilatéraux, notamment des Gouvernements néerlandais et suédois. Les pays ont également démontré leur attachement à cette initiative en dégageant des fonds correspondants.

Le Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg nous a incité à redoubler d'efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire relatifs à l'eau et à l'assainissement. Pour atteindre ce but dans les villes africaines, nous devons fournir de l'eau salubre et un assainissement de base à 200 millions de citoyens supplémentaires.

Selon une estimation, le seul coût de construction pour atteindre ce but serait de l'ordre de 35 milliards de dollars – 12 milliards pour l'eau et 23 milliards pour l'assainissement, ce qui exigera un triplement des investissements actuels. Lever ces fonds ne sera pas aisé. Nous devons d'urgence trouver de nouveaux moyens pour financer cette différence. Je sollicite votre aide pour mobiliser des fonds tant publics que privés aux fins de cette entreprise commune.

Peu après Johannesburg, lors de la Journée mondiale de l'habitat en octobre 2002, j'ai annoncé la création d'un Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement. Ce Fonds aidera les pays en développement à atteindre l'Objectif du Millénaire relatif à l'eau et à l'assainissement.

Le Fonds investira surtout en Afrique, où les besoins sont les plus grands. Il nous permettra de mettre en œuvre notre programme de gestion de l'eau dans d'autres pays et d'accroître son impact dans les pays participants. Le Fonds a déjà été capitalisé par une avance d'un million de dollars de la Fondation pour l'habitat et les établissements humains. Il nous faudra, dans les cinq ans, 25 millions supplémentaires.

Je voudrais conclure en lançant un fervent appel à rejoindre l'action menée par HABITAT à l'appui de ce que les dirigeants mondiaux ont qualifié, à Johannesburg, de «meilleur investissement de l'humanité en faveur d'un développement durable». Je répéterai ce qui a été dit: «Nous avons la technique et le talent. Nous pouvons le faire. Nous devons agir».

Nous devons agir, et agir maintenant.

Anna Kajumulo Tibaijuka est Secrétaire générale adjoint et Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) (habitat.press@unhabitat.org) basé à Nairobi (Kenya). Le présent article s'inspire du discours prononcé à Washington en février 2003 lors d'une manifestation de la UN Foundation intitulée «De l'eau pour les villes d'Afrique».

De grands lacs sous leurs pieds

À la recherche des trésors cachés d'Afrique du Nord

Le Caire – Confinés dans les profondeurs de la Terre, ces lacs sont des trésors d'un autre âge. Les abondants bassins souterrains millénaires de l'aquifère de grès nubien se sont formés à l'ère glaciaire il y a quelque 30 000 ans. Aujourd'hui, ces lacs, échelonnés sur plusieurs niveaux, sont regroupés au Tchad, en Égypte, en Libye et au Soudan, loin sous le désert du Sahara et sous les oasis.

À des points stratégiques, des chercheurs et des ingénieurs sondent les cavités souterraines avec des outils actuels, dont des appareils nucléaires. Ils cherchent des réponses pour apporter cette eau ancienne à de nouvelles communautés, les faisant vivre pendant des générations.

Le Dr Fatma Abdel Rahman Attia (Égypte) est à la pointe de ce travail d'enquête scientifique. Elle dirige la Section des eaux souterraines au Ministère de l'eau et de l'irrigation, et a consacré sa carrière à aider à gérer les fragiles ressources en eau d'Égypte.

«L'Égypte, c'est le Nil», dit-elle, «mais il y a des limites à son exploitation. Nous devons encourager les gens à se réinstaller loin des centres urbains et devons donc impérativement tirer parti de nos eaux souterraines. L'eau est une incitation au déménagement». Actuellement, les vallées et le delta fertiles du Nil égyptien – qui représentent moins d'un dixième de la superficie du pays – sont parmi les plus peuplés au monde. La densité démographique moyenne y est de 1 500 habitants par km² et approche les 20 000 dans la ville grouillante du Caire. Dans les 90% restants de l'Égypte, le chiffre tombe à 2 habitants par km².

Des sources d'espoir

Sous plus de deux millions de kilomètres carrés de territoire, soit environ 20 fois la superficie des grands lacs américains, l'aquifère nubien est la plus grande réserve d'eau fossile au monde. Selon les experts, il contient près de 150 000 kilomètres cubes d'eau, soit une trentaine de fois la consommation mondiale actuelle. Aujourd'hui, seule une infime partie de cette eau est prélevée, tandis que des plans ambitieux s'échafaudent pour alimenter les villes proliférantes.

L'aquifère fait rêver de déserts florissants, mais son exploitation incontrôlée pourrait se traduire par un cauchemar. Celui de Nubie est considéré comme un système fermé, sans source de réalimentation connue. Sur la durée, plus de puits – comme autant de pailles dans un seul verre – réduiraient la part de chacun et précipiteraient le jour où les pompes se tariraient et où il deviendrait trop onéreux de creuser plus profond.

«L'eau fossile n'est pas renouvelable», dit le Dr Attia, «ce qui ne veut pas dire qu'on doive la laisser inexploitée. Nous devons l'exploiter et la gérer sagement».

Révéler des secrets anciens

Si l'on sait beaucoup de choses de l'aquifère nubien, ses cavités superposées détiennent autant de secrets que les profondeurs de l'océan.

«L'aquifère s'étend sous plus de 60% de notre pays, et nous en avons longuement étudié différentes parties», dit le Dr Attia. «Il se peut qu'il contienne des centaines de fois plus d'eau que l'Égypte n'en tire actuellement du Nil, mais comme il s'agit d'une ressource finie et difficile à atteindre, la majeure partie ne peut en être exploitée».



Le Nil, lien vital de l'Égypte, au Caire
(Crédit: L. Wedekind/AIEA).

Les responsables égyptiens se posent plusieurs questions stratégiques: Quelle proportion de l'aquifère l'Égypte et ses voisins peuvent-ils se permettre d'exploiter? Quels sont les taux de réalimentation? Où et à quelle profondeur creuser les nouveaux puits?

Les autorités égyptiennes dirigent de nouveaux projets nationaux et régionaux d'analyse des propriétés, caractéristiques et processus de l'aquifère nubien. Les données permettront d'affiner les cartes et modèles du système. Les travaux incluent des projets soutenus par l'AIEA et par des organisations partenaires telles que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui finance des projets de développement durable couvrant plusieurs pays.

Les détectives nucléaires du désert

Des chercheurs de l'AIEA et égyptiens étudient, depuis 2001, les bassins nubiens des régions de Bahariya et de Farafra, dans le désert occidental égyptien. Ces régions sont formées de quelque 150 000 km² de plaines sableuses couvrant un dixième de la superficie du pays. Des oasis formées il y a plusieurs décennies abritent des milliers de familles d'agriculteurs et des puits y ont été creusés pour l'irrigation, le logement et le commerce, y compris la production d'eau en bouteilles prélevée dans des lacs nubiens.

L'eau est le fondement des politiques nationales d'implantation de nouvelles communautés. Les études hydrogéologiques classiques ont produit des informations importantes mais limitées sur les aquifères de Bahariya et Farafra. Des techniques isotopiques sensibles permettent maintenant d'analyser des molécules d'eaux souterraines qu'on ne peut voir, mais qu'on peut remonter à la surface et échantillonner. La description isotopique se situant dans la molécule d'eau elle-même, on peut analyser les échantillons pour comprendre le dosage, la circulation, l'origine et le processus de réalimentation des aquifères profonds.

Avec le soutien du FEM, l'Égypte élabore un avant-projet régional dont les études étayeront l'amélioration de la gestion des eaux nubiennes. Il faut, explique le professeur Aly Islam Metwally Aly, vice-président de l'Autorité égyptienne de l'énergie atomique, prélever davantage d'échantillons d'eau pour réaliser des analyses chimiques et isotopiques de différentes parties du système.

En Égypte, les pressions liées au développement et à la croissance démographique sont formidables. Pour y faire face, il faudra conserver l'eau dont nous disposons déjà tout en exploitant soigneusement celle emprisonnée sous le sable.

— Le présent rapport de Lothar Wedekind, de la Division de l'information de l'AIEA, est disponible sur le site http://www.iaea.org/worldatom/Press/Booklets/Ssp/great_lakes.html